

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Jean-David Levitte
(séance du lundi 28 janvier 2013)

Jean-Robert Pitte : Vous avez parlé du réchauffement climatique comme étant le problème le plus grave qui se pose à l'humanité. Or, il me semble, d'une part, que l'on connaît aujourd'hui les moyens de remédier à l'emballement annoncé – notamment par une foresterie intelligente permettant de piéger le carbone, comme le prône notre confrère de l'Académie des sciences, Claude Allègre – et, d'autre part, que ce réchauffement n'aura pas que des effets négatifs puisqu'il permettra d'étendre considérablement l'agriculture vers le nord de l'hémisphère nord et donc de nourrir les dix milliards d'hommes que comptera la planète dans quelques décennies.

Vous avez déploré un certain désengagement des puissances majeures de la gestion des problèmes internationaux. Toutefois trois éléments récents ne témoignent-ils pas du contraire ? Il s'agit, premièrement, de l'aide assez nette des États-Unis pour régler le problème malien ; deuxièmement, du changement d'attitude de la Russie vis-à-vis de la Syrie ; troisièmement, de la désapprobation claire exprimée par la Chine face aux menées de la Corée du Nord.

Vous avez vanté le dynamisme démographique de la France, chance pour l'avenir de notre pays. Ne conviendrait-il pas de s'assurer que ce dynamisme démographique concerne bien toute la population française ? Il est en effet à craindre que la forte natalité ne concerne que des couches de la population les moins éduquées, les plus déshéritées et les plus assistées.

Je m'étonne par ailleurs de vous entendre louer la qualité du système éducatif français. La France n'a-t-elle pas les collèges et les lycées les plus coûteux au monde pour des résultats pour le moins médiocres, si l'on en croit les évaluations internationales qui sont faites année après année ? Il est vrai que la France assure une bonne formation à ses élites intellectuelles, mais il existe un gouffre béant entre les élites et le commun des mortels, gouffre que les beaux discours lénifiants ne parviennent certainement pas à combler.

À propos de votre regret que les ambassades n'aient plus les moyens d'exercer dignement leurs fonctions, je rappellerai les propos de Talleyrand à Louis XVIII au moment du Congrès de Vienne : « Sire, j'ai plus besoin de cuisiniers que de diplomates et d'instructions. » Nous manquons en effet de cuisiniers et les caves des ambassades sont désespérément vides de bons vins.

Réponse : Avec le réchauffement climatique, nous nous trouvons dans une situation paradoxale, car les solutions existent – et l'Europe, tant bien que mal, a pris des mesures pour les appliquer –, mais nous nous heurtons à l'absence de volonté collective au niveau mondial. Comment se fait-il que l'air soit devenu irrespirable à Pékin ? Comment se fait-il que, chaque hiver, le smog soit si dense à Delhi qu'il impose la fermeture temporaire de l'aéroport ? Comment se fait-il que New York subisse l'ouragan Sandy ? Chaque gouvernement se lamente, mais lors des réunions internationales, on ne parvient pas à prendre la moindre décision bien que l'on sache que le temps est compté et que la catastrophe est inéluctable si l'on n'agit pas rapidement et collectivement.

En ce qui concerne le Mali, l'enthousiasme américain pour aider la France est... sous contrôle étroit. Il a fallu à la France bien du travail pour obtenir de nos

amis américains ce qui a été obtenu et dont je me refuse à croire, en dépit de ce que je lis dans la presse, qu'ils aient eu l'intention de nous le facturer. Il faut savoir que, dans cette crise du Mali, c'est non seulement tout notre appareil militaire, mais aussi tout notre appareil diplomatique qui doit être mis en branle afin de rallier les États-Unis, nos voisins européens et les États africains concernés.

Les propos de la Russie sur la Syrie varient selon les orateurs. J'ai bien sûr entendu les déclarations du Premier ministre Dmitri Medvedev le week-end dernier. J'ai également en mémoire ce qu'a dit le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, quelques jours auparavant. Mais au-delà des paroles, seuls les actes comptent. Or, il n'y a pas à l'heure actuelle de gestion collective de la crise syrienne et donc pas d'issue possible à celle-ci autrement que par une guerre civile et une victoire des extrémistes.

Pour ce qui est de la Corée du Nord, là encore les actes seront plus importants que les paroles. J'ai bien lu les critiques formulées, comme à chaque fois, sur les essais balistiques et nucléaires de la Corée du Nord, mais je sais aussi que, depuis des décennies, rien ne bouge. Le groupe des six puissances que sont la Chine, les États-Unis, le Japon, la Russie et les deux Corées n'a, à ce jour, pas réussi à trouver l'esquisse d'une solution.

À l'évocation de la démographie française, je suis frappé par l'attitude quelque peu schizophrénique des Français qui sont, d'une part, les plus pessimistes des Européens sur leur avenir et, d'autre part, les champions européens de la fécondité (à égalité avec les Irlandais). Comment peut-on faire autant d'enfants, gages d'avenir, dans un monde que l'on voit en noir ? Cette considération mise à part, il me semble que la forte fécondité concerne en France tous les milieux sociaux et non uniquement les classes les plus défavorisées. Cela résulte sans doute de la politique menée avec constance depuis la Libération et qui vise à permettre aux femmes de concilier au mieux vie de mère et vie professionnelle.

Quant à la qualité globale de notre système éducatif, je n'ignore pas les critiques dont elle fait l'objet. Mais tout étant relatif en ce bas monde, je puis vous dire, sur la base de mon expérience d'ambassadeur aux États-Unis, que le système éducatif public de ce pays, dans le primaire et le secondaire, est, en termes diplomatiques,... digne de progrès. Notre système éducatif est assurément perfectible, mais il souffre néanmoins avantageusement la comparaison avec bien d'autres.

Enfin, bien évidemment, nos ambassades ne seraient que plus efficaces avec des chefs cuisiniers hors-pairs et des caves intelligemment remplies. À cet égard, je ne peux que conseiller à nos jeunes ambassadeurs de s'adresser à vous pour savoir comment remplir au mieux la cave de leur ambassade.

*

* *

Jacques de Larosière : Permettez-moi d'illustrer ce que vous avez dit au sujet des États-Unis par une observation que je fais dans mon domaine, celui de la régulation financière internationale. Il y a deux mois, les États-Unis ont déclaré, dans l'indifférence générale, que tous leurs régulateurs avaient décidé de ne pas mettre en œuvre la décision de Bâle III, et ce pour deux raisons. La première était qu'ils ne comprenaient pas bien la signification de ces règles et la seconde que les institutions financières américaines n'étaient pas prêtes à les appliquer. Aujourd'hui, le *Financial Times* fait état d'une quasi mise en garde des régulateurs internationaux

par les régulateurs américains, ceux-ci jugeant irréaliste l'effort de coordination en matière de traitement des banques systémiques qui connaîtraient des difficultés.

La raison d'une telle attitude me paraît tenir au fait que, naguère, c'étaient les États-Unis qui influençaient le processus international et que le monde entier se pliait, *volens nolens*, à leurs décisions, alors qu'aujourd'hui, ils ne sont plus les seuls décideurs. L'idée qu'ils n'ont plus la maîtrise décisionnelle et que puisse être imposé à leur système bancaire national – qui ne représente qu'un cinquième du système bancaire européen – des mesures prises majoritairement par d'autres leur paraît sans doute insupportable. Partagez-vous ce sentiment ?

Réponse : Je partage pleinement votre analyse qui rend parfaitement compte de ce qui s'est passé. Lorsque nous avons proposé au président Bush la création du G20, sa première réaction a été une grande réticence. Il considérait en effet que la crise, qui était née aux États-Unis, devait être jugulée par les États-Unis et par nul autre. Le président Sarkozy lui fit alors valoir que l'ensemble des économies de la planète était impacté et que le retour au « chacun-pour-soi » des années trente serait catastrophique pour tous. Il a fallu que le président Sarkozy se déplace en personne à Camp David pour arracher l'accord des États-Unis. Dans le sentiment d'une catastrophe imminente qui régnait alors, de bonnes décisions collectives ont pu être prises par le premier G20. Le calme très relatif qui s'ensuivit a malheureusement fait renaître les vieux réflexes de repli-sur-soi. Il est frappant qu'aux États-Unis les traités n'aient pas force supérieure à la loi. La volonté d'insularité se manifeste au sein même de la Cour suprême dont plusieurs membres considèrent que la seule référence est la constitution américaine et que les États-Unis déchoiraient s'ils prenaient en considération ce qui se fait à l'étranger.

*

* *

Thierry de Montbrial : Je souhaite revenir d'abord sur les propos qui viennent d'être tenus sur le système éducatif. Il faut souligner que le système américain de l'enseignement supérieur et de la recherche a toujours, et de loin, une suprématie écrasante dans le monde entier.

En ce qui concerne la gestion collective du monde, il convient sans doute de rappeler que le monde n'a jamais été cogéré. Il ne peut y avoir au mieux que des cogestions partielles sur des sujets partiels. Je crois qu'on ne parviendra à abolir ni les divergences d'analyse des situations ni les divergences d'intérêts. En ce qui concerne par exemple la Syrie, la position de la Russie s'explique à mon sens par une divergence fondamentale d'analyse de la situation.

Il y a toutefois un point sur lequel l'ensemble des dirigeants de la planète se rejoignent. Tous sont en effet d'accord pour éviter une situation de chaos qui ne manquerait pas d'affecter tous les pays de la planète.

Les exemples que vous avez donnés de la politique étrangère de la France concernent essentiellement l'Europe et l'étranger proche de l'Europe, à savoir le Moyen-Orient et l'Afrique. Mais quand je rends en Inde ou en Chine, rien ne me donne l'impression que la France pèse lourd. La lecture d'un livre indien de cinq cents pages sur la politique extérieure de l'Inde m'a conforté dans ce sentiment puisque la France n'y est pas citée une seule fois.

On peut toutefois, à juste titre, considérer qu'exercer une influence en Afrique et au Moyen-Orient est en soi un résultat satisfaisant. À ce propos pourriez-

vous nous préciser votre analyse de la politique française à l'égard d'Israël, État charnière pour l'ensemble de la région ?

Par ailleurs, partagez-vous le sentiment qu'en matière de politique étrangère et de défense, le rayonnement de la France vis-à-vis de ses partenaires européens est en recul ?

Je ne partage pas tout à fait votre analyse qui faisait de l'Allemagne « l'homme malade » de l'Europe il y a dix ans encore. N'oublions pas que l'Allemagne a dû réaliser la réunification et qu'elle l'a fait de façon tout à fait remarquable et exemplaire.

Vous avez évoqué, à la fin de votre communication, les restrictions budgétaires qui pèsent sur l'appareil diplomatique comme sur l'appareil militaire. À ce propos, je tiens à exprimer mon extrême inquiétude relativement à l'évolution des choses. Si la tendance actuelle de réduction des moyens se maintenait pendant une dizaine d'années, nous pourrions créer une situation préjudiciable à notre pays et, de surcroît, irréversible. Notre Académie pourrait se charger d'attirer solennellement l'attention de nos dirigeants sur le fait qu'on ne peut indéfiniment raboter certaines dépenses.

Réponse : Bien sûr, en ce qui concerne le système éducatif, les États-Unis auront certainement longtemps encore les meilleures universités du monde. Mais vous aurez noté que je parlais, dans mon échange avec Jean-Robert Pitte, de l'enseignement primaire et secondaire.

Pour ce qui est de la cogestion du système mondial, elle n'est devenue possible qu'à partir de 1990, quand la bipolarité a cessé. En 1989-1991, le monde est passé sans transition de la confrontation bipolaire à un monde globalisé et la cogestion est devenue possible à cette époque où se produisirent la chute du Mur de Berlin et l'ouverture de la Chine, entre autres phénomènes marquants. Il y a eu une période que je qualifierai d'euphorique où l'on parvenait à traiter de concert des problèmes internationaux (Cambodge, Irak avec Bush père, etc.) C'est à ce moment-là que sont aussi apparus les problèmes globaux, celui de l'environnement, au sommet de Rio, comme celui de l'économie globale. Un véritable optimisme a marqué le sommet de Rio, puis le sommet du millénaire à New York. Mais, peu à peu, cette belle cohésion s'est défaite.

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une phase de crispation. Le président Poutine choisit de s'affirmer face à l'Amérique, la nouvelle direction chinoise veut s'occuper d'abord et avant tout de la Chine et de la région, etc. Il est impératif, à mes yeux, de trouver un chemin pour sortir de cette situation sous peine de ne pouvoir résoudre les grands problèmes globaux qui se posent.

En ce qui concerne la présence de la France, nous sommes bien sûr plus en état de peser sur le cours des choses en Europe, en Méditerranée ou en Afrique, qu'au fin fond de l'Asie ou de l'Amérique latine. Néanmoins, sur l'Inde particulièrement, j'ai une vision quelque peu différente de la vôtre. Je suis frappé par le fait que l'Inde a choisi la France pour être son partenaire en matière d'avions militaires. Il n'est pas anodin que ce grand pays émergent ait éliminé à la fois les États-Unis et la Russie comme partenaires potentiels et se soit tourné vers l'Europe, et plus précisément vers la France.

Par ailleurs, la France, ou plutôt l'Europe peut, tout comme les États-Unis le font en Corée du Sud, au Japon et avec les pays de l'ASEAN, jouer une fonction de stabilisateur pour bien des États, notamment dans ce qui fut autrefois l'Indochine, au Cambodge, au Vietnam, au Laos...

En ce qui concerne Israël, je crois que le président Obama n'a pas envie de dépenser du « capital politique » dans le conflit israélo-palestinien. Mais si rien ne se fait, c'est la capacité de créer un État palestinien qui disparaît peu à peu, pour la simple raison que la poursuite de la colonisation par Israël grignote peu à peu le territoire qui doit devenir celui de l'État palestinien. Toute solution ne pourra venir, à mon sens, que d'une cogestion du problème qu'effectueraient les Européens, les Américains, les Russes, la Turquie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, etc.

On peut débattre pour savoir si l'Allemagne était ou non l'homme malade de l'Europe. Mais, ce qui est sûr, c'est que les Allemands se voyaient ainsi. J'ai souvenir des titres de la presse allemande il y a moins de dix ans, entre autres du *Spiegel* et de *Die Welt* qui désignaient l'Allemagne comme « Europas kranker Mann ». Certes, l'Allemagne était en train de « digérer » la réunification. Mais à ce propos, je tiens à souligner que nous avons beaucoup participé à cette entreprise collective. Les Européens de l'Ouest ont en effet absorbé sans drame et avec une facilité déconcertante tout ce qui composait l'Europe orientale. Cent millions d'Européens ont rejoint l'Union européenne qui a, chaque année, transféré vers eux l'équivalent d'un Plan Marshall. Pour la première fois dans sa longue histoire, l'Europe a été unie, non par la force des armes, mais par la démocratie et l'effort de tous.

La question des moyens que vous avez évoquée est bien sûr avant tout une question de choix politique et de volonté. Je préciserai que le Quai d'Orsay, aide au développement y comprise, reçoit à peu près 1% du budget de la nation, cependant que le ministère de la Défense espère recevoir l'équivalent de 2% du PIB de la France.

*

* *

Bernard Bourgeois : Ma première question porte sur le couple porteur de l'Europe que vous avez défini comme deuxième atout de la politique étrangère française, à savoir le couple franco-allemand. Il est certain que la France et l'Allemagne sont devenues amies, mais elles n'en restent pas moins des rivales. De l'Union pour la Méditerranée à la succession de différents liés à la crise, les deux pays se sont souvent opposés. C'est comme si la première – et peut-être aussi, quant au sens, la dernière – guerre européenne, totale, politique et religieuse, la guerre de Trente Ans, avait voué comme à un destin l'Europe à reposer sur ce qui n'irait jamais au-delà de l'équilibre franco-allemand. Il n'y a plus de destruction, mais la construction de quoi que ce soit n'en est pas moins dangereusement freinée.

Vous avez dit, par ailleurs, que la France peut avoir une politique étrangère, si elle le veut. Vous avez parlé des atouts. Permettez-moi de parler des obstacles. « Si elle le veut » ; pourquoi ne le voudrait-elle pas ? Au cas où vous verriez plusieurs obstacles, lequel serait à vos yeux l'obstacle majeur ?

Réponse : Le paradoxe de l'Europe est qu'elle n'avance que sur la base de l'accord des deux pays qui sont les plus différents et, même, les plus opposés. À partir du moment où il y a un accord entre l'Allemagne et la France, on emporte facilement l'adhésion des autres pays, car l'Allemagne et la France étant les plus opposés, les autres pays trouvent de quoi se satisfaire entre ces deux pôles. Pour cette raison, je plaide en faveur de la poursuite d'une bonne tradition qui consistait à mener une concertation entre les deux pays en amont des conseils européens ou des conseils de la zone euro. Vous avez donc raison de souligner que nous sommes amis et rivaux, mais n'est-ce pas là ce qui fait l'Europe ?

Prenons, par exemple, le cas de la Grèce. On découvre un jour avec horreur que les statistiques économiques sont truquées et que la Grèce est en faillite. Nicolas Sarkozy contacte immédiatement Angela Merkel et lui propose d'injecter un énorme paquet d'euros afin d'envoyer aux marchés spéculatifs un message simple, à savoir : rien ne sert de spéculer, vous perdrez à tout coup car il y aura en face de vous une montagne d'euros. La chancelière refuse tout net car elle estime qu'en agissant ainsi, on n'inciterait pas la Grèce à adopter une conduite vertueuse pour redresser ses finances, mais qu'au contraire on retarderait dangereusement la mise en œuvre des réformes nécessaires. Il apparaît clairement que la chancelière Merkel et le président Sarkozy avaient tous deux raison, bien qu'ils eussent des positions parfaitement opposées. Il a donc fallu trouver une voie médiane, et c'est ce qui a été fait. Un regard sur tout l'œuvre accompli depuis le début de la crise en 2008 suffit à convaincre tout observateur que les Européens ont su réagir dans la cohésion, avec efficacité et en manifestant un sens aigu du compromis et des responsabilités.

En ce qui concerne les obstacles à la volonté de la France de mener une politique étrangère, il me semble qu'ils étaient contenus en creux dans toute ma communication. Je suis remonté au général De Gaulle, mais il suffit de remonter à ce qui se passait avant lui pour trouver la réponse à votre question.

*
* *

François d'Orcival : On s'interroge parfois sur la cohérence de notre politique étrangère, aussi aimerais-je connaître votre point de vue. La France est intervenue au Mali en remplissant toutes les conditions nécessaires que vous avez définies pour pouvoir intervenir au mieux. Toutefois, les Algériens ont dit aux conseillers du président Hollande en décembre dernier qu'ils s'étonnaient que la France veuille combattre les djihadistes au Mali, mais qu'elle les encourage en Syrie. On s'étonne aussi que la France lutte, dans le Nord du Mali, contre des bandes islamo-terroristes qui reçoivent leurs ordres de Libye, où l'extrémisme n'a pu prendre pied qu'après que la France eut débarrassé le pays de Kadhafi. De même, on reproche parfois à la France d'avoir soutenu les mouvements qui ont renversé Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie et d'avoir ainsi permis aux islamistes de s'installer.

Dans cet arc de crise qui va de la Mauritanie à l'Afghanistan, les Occidentaux et, particulièrement, la France ont-ils une politique véritablement cohérente ?

Réponse : Sur l'Algérie tout d'abord, je remarquerai qu'il s'est passé une chose sans précédent depuis l'indépendance du pays en 1962 : au lieu de refuser une présence française au Sahel, qu'elle considère à juste titre comme son arrière-cour, l'Algérie a autorisé nos avions à survoler son territoire pour aller bombarder les sanctuaires d'AQMI. Il s'agit là d'un moment fondateur dans la relation entre l'Algérie et la France.

En ce qui concerne le Mali, nous avons bien sûr eu raison d'intervenir. Il était indispensable de bloquer l'avancée des troupes d'AQMI vers Bamako, faute de quoi tout le Mali serait tombé sous la coupe des terroristes et toute la région aurait été déstabilisée. En outre, nous avons eu raison de ne pas nous en tenir à un coup d'arrêt, mais d'entreprendre la libération totale du territoire malien, chose que ne peuvent accomplir ni l'armée malienne, ni les armées des autres pays africains.

À cette première phase de reconquête des territoires occupés va bientôt succéder une autre phase durable, celle de l'occupation du terrain afin que les

terroristes défaits aujourd'hui ne reviennent pas demain. Ces deux phases devront toutefois déboucher sur un processus de stabilisation politique du Mali, par l'élection d'un nouveau pouvoir qui inclura les Touareg.

A-t-on eu raison d'intervenir en Libye ? Rappelons-nous la question qui se posait à l'époque : doit-on permettre à Kadhafi de massacrer la population de Bengazi ? Le président Sarkozy m'avait demandé de lui faire une note sur Srebrenica où l'on avait laissé, en 1995, huit mille musulmans se faire massacrer, alors qu'on avait la capacité de l'empêcher. Sa conclusion fut que si l'on laissait Kadhafi agir, on n'aurait non pas huit mille morts, mais au moins dix fois plus. C'est pourquoi nous sommes intervenus. Certes, l'intervention ne fut pas parfaite, certes il y eut des effets négatifs, mais fallait-il ne rien faire ?

La Syrie est un tout autre cas de figure. D'abord, il faut se rappeler que nous avons été par trois fois bloqués au Conseil de sécurité de l'ONU. Ensuite, il faut se rendre compte que la Syrie se trouve dans une région où la France ne peut agir seule ou comme « nation cadre ». La non-intervention tient, on le sait essentiellement à l'attitude de la Russie, mais aussi de la Chine et de quelques autres pays. En fait, les Russes craignent que la progression du terrorisme islamique, de proche en proche, ne gagne à nouveau le Caucase russe. C'est un constat que nous pouvons faire avec eux, mais qui nous amène à des conclusions diamétralement opposées. Alors que les Russes pensent qu'il faut maintenir coûte que coûte le régime de Bachar el-Assad comme rempart contre l'islamisme, nous pensons que plus son régime durera, plus la guerre civile risque de s'enraciner et donc de favoriser la progression des extrémistes, notamment des extrémistes sunnites. Il m'apparaît plus que jamais nécessaire aujourd'hui de renouer le dialogue avec Poutine, seule façon d'arriver à une solution équilibrée du problème syrien.

Enfin, sur les réserves que d'aucuns émettent concernant l'évolution de l'Égypte et de la Tunisie, je ferai remarquer qu'il nous a fallu un siècle, un siècle plein de heurts, pour passer de la Révolution française à la Troisième République. Ne jetons donc pas la pierre à de toutes jeunes démocraties qui n'ont pas encore trouvé leur équilibre. Ne nous méprenons pas non plus sur ce qu'est l'islam. Islam ne signifie en aucun cas terrorisme. Les Frères musulmans gouvernent la Turquie depuis dix ans ; il en est résulté assurément plus de religion, mais aussi plus de démocratie, plus d'économie de marché. Le vrai moment clef viendra toutefois lorsque, dans des élections libres et démocratiques, le parti Akape perdra et acceptera sa défaite.

*

* *

Bernard d'Espagnat : Notre ministre des Affaires étrangères a récemment déclaré qu'il voulait accroître l'action des ambassades dans le domaine économique pour aider nos entreprises à mettre en avant leurs avantages compétitifs. Or, il existe depuis de nombreuses années un organisme, qui s'appelle maintenant Ubifrance, qui accompagne les entreprises françaises dans leur développement à l'export. À votre connaissance, y a-t-il complémentarité ou rivalité entre les ambassades et Ubifrance ?

Réponse : Il y a plusieurs années, ce qui était la DREE (Direction des Relations Économiques Extérieures du ministère des Finances) a été progressivement transformée. Ubifrance qui a résulté de ce processus est sortie des structures de l'État et agit aujourd'hui en tant qu'institution privée au service des exportations françaises. Mais quand on a été ambassadeur, comme je l'ai été, dans le pays le plus libéral au

monde, on s'aperçoit qu'il y a de la place pour tout le monde, et pour Ubifrance, et pour les services diplomatiques, dans le soutien aux exportations françaises. Il m'est ainsi arrivé d'organiser, en coopération avec Ubifrance, au siège de Boeing à Seattle, une vaste réunion à laquelle participaient toutes les entreprises françaises fournisseurs de Boeing.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Au lieu de souffler dans les trompettes de l'Apocalypse, je me suis plus modestement consacré à l'histoire du climat et à son réchauffement. Mais il n'en demeure pas moins que l'Apocalypse existe, à plus ou moins long terme. Je crains ce qui se passera dans un, deux ou trois siècles. On a parlé de six degrés de plus dans trois siècles. Si cela s'avère, il y a de quoi être très inquiet.

Réponse : Ce que vous dites et que les Européens partagent en nombre croissant n'est malheureusement pas encore ressenti avec la même intensité dans les pays émergents, ni même aux États-Unis, où les problèmes liés au climat ne sont considérés que comme un phénomène local. Quand l'air de Pékin est pollué, quand 80% des rivières chinoises sont polluées, les autorités chinoises considèrent qu'il faut agir, mais localement, au moins pour calmer les protestations de plus en plus vives de la population. Or, nous savons bien que ce qui se passe localement est lié à ce qui se passe sur l'ensemble de la planète. Il s'agit donc d'en faire prendre conscience à l'ensemble des dirigeants des pays du monde.

*
* *

André Vacheron : Comment envisagez-vous l'évolution du Royaume-Uni face au couple franco-allemand dans les années à venir ?

Réponse : David Cameron a apporté sa réponse par le projet de référendum qu'il a annoncé. À mon sens, la situation du Royaume-Uni sera de plus en plus difficile parce que nous avons choisi à l'époque de François Mitterrand et de Helmut Kohl de faire l'euro. L'entreprise a été couronnée de succès et la crise de 2008 nous a amenés à poursuivre encore plus rapidement sur la voie tracée. Les dix-sept pays de la zone euro sont aujourd'hui « condamnés » à s'intégrer de plus en plus. C'est fait sur le plan monétaire ; c'est quasiment acquis sur le plan budgétaire ; sur le plan bancaire, c'est en bonne voie. Il va nécessairement en résulter des conséquences pour le fonctionnement de l'Union européenne tout entière et un dilemme va donc, en principe, se poser à onze pays qui ne sont pas dans la zone euro. Mais en fait, tous les pays qui nous ont rejoints, le dernier étant la Croatie, ont, dans leur traité d'adhésion, l'obligation d'adhérer à l'euro. Progressivement donc, le groupe des pays non-euro va se réduire comme peau de chagrin au seul Royaume-Uni et peut-être aussi au Danemark. *De facto*, le Royaume-Uni va se trouver à l'écart du corps de l'Europe, ce qui ne manquera pas de lui poser des difficultés.

Personnellement, je suis favorable à une approche pragmatique du problème. Nous avons besoin du Royaume-Uni dans l'Europe, pas seulement pour le marché

unique, mais aussi pour une future politique de défense européenne. Il faut savoir que le Royaume-Uni et la France représentent ensemble 50% du total des dépenses des vingt-huit pays membres dans le domaine de la défense, et les deux tiers dans le domaine de la recherche en matière de défense.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguère : Votre propos fait de la France une sorte d'exception, seule puissance moyenne, sinon petite, capable d'avoir une politique étrangère digne de ce nom. Comment comparez-vous cette capacité française à la capacité britannique ? On aura en effet remarqué que beaucoup d'initiatives que vous avez citées ont été présentées dans la presse étrangère comme n'étant pas spécialement d'origine française.

Vous avez mentionné une étude sur l'influence diplomatique respective des différentes puissances. Sur quels critères peut-on évaluer l'influence réelle et sur quoi est-elle fondée ?

Réponse : Je pense que la France peut être qualifiée de puissance d'influence globale, ce qui signifie que nous avons une capacité d'influence dans le monde entier, sans doute davantage dans notre zone géographique, mais aussi sur un certain nombre de dossiers globaux. Les Britanniques ont bien sûr aussi une authentique politique étrangère, mais ils ont plus de difficultés que les Français à agir de façon indépendante. On se souvient qu'au moment de la guerre d'Irak, le premier réflexe de Tony Blair avait été de se précipiter à Washington.

Les Britanniques se voient davantage comme une puissance d'influence à Washington – ce qui n'est peut-être qu'une illusion – et comme une puissance d'influence dans le monde financier – ce qui est pleinement justifié. Sur les sujets globaux et dans les grandes enceintes internationales, France et Royaume-Uni marchent main dans la main. Je crois que les deux pays, non seulement ne sont pas en compétition, mais ont tout avantage à continuer à travailler ensemble.

En ce qui concerne l'évaluation de l'influence diplomatique, la communauté du renseignement américain à Washington avait commandé à l'université de Denver une étude sur le poids économique, facile à établir, et le poids diplomatique, plus délicat à évaluer, des différents pays du monde. Ce gros travail a été fait notamment en étudiant les clubs internationaux auxquels appartiennent les différents pays. Or, la France, comme le Royaume-Uni, est membre de tous les clubs où des décisions se prennent. La capacité des pays à prendre des initiatives et à en entraîner d'autres a également été prise en compte. Et là encore, la France a été très bien classée. Il ressort donc de cette étude comme, je l'espère, de la séance que nous venons de tenir, que la France est bel et bien encore aujourd'hui un pays qui rayonne.

*
* *